

DES MESURES EN URGENCE



La **loi-cadre contre les violences**, élaborée en lien avec le CNDF, doit être votée ainsi que des moyens de sa mise en œuvre.



La loi travail XXL qui va aggraver la situation sur les lieux de travail, **en renforçant encore le lien de subordination entre employeur et employé.e et en supprimant les CHSCT (comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail)**, ne doit pas être adoptée et la loi El Khomri doit être abrogée.



Pas de déqualification du viol en agression sexuelle.



Une **éducation à l'égalité** doit être enseignée de la crèche à l'université.



Formation de tou.te.s les professionnel.le.s de santé, de justice et de police aux violences faites aux femmes.

RENDEZ-VOUS LE 25 NOVEMBRE
JOURNÉE INTERNATIONALE DE LUTTE CONTRE
LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES



JE REJOINS LE **PCF**

nom	<input type="text"/>
prénom	<input type="text"/>
adresse	<input type="text"/>
e-mail	<input type="text"/>
tél.	<input type="text"/>

PCF
2, place du Colonel Fabien
Paris 19
📍 Colonel Fabien
☎ 01 40 40 12 12
✉ pcf@pcf.fr
www.pcf.fr
f t

VIOLENCES SEXUELLES ET SEXISTES : LA SOCIÉTÉ DOIT CHANGER !

Plus de 300 000 femmes ont eu le courage de déclarer avoir été victimes de harcèlement, d'agression sexuelle ou de viol. Pour certaines, c'est un conjoint, un membre de la famille, un ami. Pour beaucoup, il s'agit également de **harcèlement sexuel au travail**, dont 20 % des femmes aujourd'hui sont victimes. C'est particulièrement grave, car nous savons pertinemment que ce chiffre est en deçà de la réalité. Les femmes sont plus précarisées que les hommes et les réformes du gouvernement Macron, en supprimant les protections des travailleur.se.s, vont aggraver leur situation. Il faut que ça cesse et que soit enfin pris en compte le **caractère massif, en France, des violences patriarcales aussi bien dans la sphère privée que dans la sphère publique** (rue, transports, entreprises...).

Les communistes, avec les associations féministes, exigent que des mesures soient prises afin de permettre à toutes les femmes d'obtenir justice et de libérer la société de ce fléau.

« Nous demandons de revenir à un ministère des Droits des femmes de plein exercice, avec des moyens interministériels et un budget dédié à la lutte pour l'égalité qui soit autre que dérisoire. Il serait doté d'un budget de 1 milliard d'euros afin de mener une véritable politique avec des moyens pour une éducation moins sexiste, pour des moyens d'écoute, de réparation et de justice. »

Pierre Laurent,
Secrétaire National du PCF



COMMUNIQUE DE PRESSE VIOLENCES SEXISTES : LA HONTE CHANGE DE CAMP

La semaine dernière, de nombreuses affaires de violences de genre ont éclaté. De la une des Inrockuptibles mettant en avant Bertrand Cantat, chanteur ayant purgé seulement 3 ans de prison après avoir battu à mort Marie Trintignant puis l'affaire Harvey Weinstein, réalisateur accusé de viol et de harcèlement sexuel par de nombreuses actrices et journalistes, et enfin le #Balancetonporc, lancé par la journaliste Sandra Muller sur Twitter... **Les femmes osent prendre la parole et refusent de continuer à subir la violence patriarcale.**

Si nous nous réjouissons de voir la honte changer de camp, ces événements doivent nous interroger. **D'abord, nous voyons que partout le patriarcat est mis en accusation : les femmes font majoritairement bloc pour se soutenir et dénoncer**, et il est de moins en moins admis de qualifier des actes de harcèlement sexuel de « blagues potaches » ou des agressions sexistes de « drague appuyée ». Les #Balancetonporc, #Balancetonagresseur et #Metoo ont recueilli des dizaines de milliers de tweets.

Pourtant, comment se fait-il que ces femmes témoignent sur Twitter, souvent à visage découvert, mais ne s'engagent pas dans des démarches judiciaires ? **Devant la peur de ne pas voir sa plainte acceptée, d'amener à un non-lieu après de longues procédures, de faire face à un délai de prescription, les femmes ne portent pas plainte et la justice n'est pas rendue.**

Nous sommes sceptiques face aux déclarations de la secrétaire d'État à l'égalité entre les femmes et les hommes, Marlène Schiappa, qui annonce un projet de loi « contre les violences sexistes et sexuelles » et diminue dans le même temps les subventions faites aux associations féministes. **Nous sommes d'autant plus sceptiques que nos 2 groupes au Sénat comme à l'Assemblée Nationale ont déposé, en 2013, une loi - cadre contre les violences faites aux femmes, élaborée en lien avec le CNDP (Collectif National pour les Droits des Femmes) et que la secrétaire d'État ne s'en empare pas davantage aujourd'hui que le gouvernement de Monsieur Hollande hier !**

Nous saluons le courage de ces femmes qui osent s'exprimer et prendrons toutes les initiatives nécessaires pour exiger qu'enfin cette loi-cadre soit mise en place, afin d'en finir avec l'impunité dont bénéficie la majorité des auteurs d'agressions sexuelles, de harcèlements et de viols.

Saisissons le 25 novembre, journée contre les violences faites aux femmes, pour faire entendre notre voix et progresser vers l'égalité femmes-hommes !

Parti Communiste Français (Commission nationale « Droits des femmes et Féminisme »)

Le 20 octobre 2017